

A la veille du G8, appel pour une gouvernance éthique et responsable

Pour un monde solidaire

Par **STÉPHANE HESSEL** et
SACHA GOLDMAN Collegium International

Il est difficile d'échapper aux alertes annonçant les périls menaçant l'humanité et sa survie sur l'unique planète où elle sait vivre. Mais cette rhétorique ne doit pas se substituer à l'analyse des défis spécifiques auxquels nous sommes confrontés.

Il faut d'abord constater et combattre le manque d'impulsion éthique dans les lieux de pouvoir : les multinationales, plus puissantes que bien des Etats, en sont totalement dépourvues ; l'Union européenne qui pourrait jouer un rôle innovant sur la scène mondiale n'a pas encore atteint l'unité et l'efficacité qui la hisserait au niveau de ses prétentions ; les Nations unies, qui avaient fixé des objectifs susceptibles de répondre aux besoins des so-

ciétés humaines du nouveau siècle, sont encore privées du soutien résolu de ses Etats membres les plus importants ; elles pâtissent de l'absence de contrôle juridique effectif qui conférerait aux normes qu'elles proposent un

L'autre défi, et peut-être le plus difficile à combattre, est la croissance du fossé entre les scandaleusement riches et les effroyablement pauvres.

pouvoir réel de régulation.

L'autre défi, et peut-être le plus difficile à combattre, est la croissance du fossé entre les scandaleusement riches et les effroyablement pauvres : une fraction croissante de nos contemporains est hors d'état d'exercer ses droits civils, politiques, sociaux et culturels

fondamentaux contrairement aux promesses de la communauté internationale telles formulées par la charte de 1945 et explicitées par la Déclaration universelle de 1948.

Il nous faut d'urgence retrouver l'esprit qui animait alors les travaux des Nations unies sous l'égide du président Franklin Roosevelt. Il exige de mobiliser un sens de la responsabilité tel que l'ont manifesté des hommes et des femmes d'Etat comme Václav Havel et Mary Robinson, des philosophes comme

Hans Jonas, Jürgen Habermas et John Rawls ou des économistes comme Amartya Sen et Joseph Stiglitz. Ces voix peuvent être relayées par les réseaux mondiaux d'associations citoyennes, qui s'y emploient déjà et dont il faut conforter et accroître les efforts.

Mais les décisions des exécutifs politiques

sont indispensables pour traduire en actes ces orientations. C'est pour cela que le Collegium International a été conçu, afin que des hommes et femmes d'Etat se rencontrent et échangent sur un pied d'égalité avec des scientifiques, des philosophes et des économistes. Max Weber avait d'ailleurs souligné l'impossibilité de tenir ensemble les deux vocations, le savant d'un côté et le politique de l'autre. Il faut aujourd'hui dépasser cette opposition : dans une crise extrême naît un réflexe de salut nécessaire où les deux dimensions doivent travailler ensemble. C'est autour de cette idée qu'est né l'appel pour la création du Collegium, quelques mois avant l'attaque des tours jumelles de New York. Les textes ici présentés appellent à sortir de la crise grâce à un monde interdépendant et solidaire.

L'interdépendance : la survie commune

Par **PETER SLOTERDIJK**
Philosophe

On peut considérer que l'être humain se compose de trois systèmes immunitaires superposés. Le premier est celui de l'immunologie «biologique», l'immunologie du corps, qui a bouleversé nos idées sur la santé du corps. Le deuxième est celui de «l'immunologie juridique et solidaire». Et le troisième, celui de «l'immunologie symbolique» : ce sont les mythologies, les religions et les grandes interprétations de notre être au monde.

Jusqu'à présent, il est évident que chaque communauté réelle, chaque peuple,

Nous ne pouvons pas construire la survie des uns sur la disparition des autres, ce qui a été depuis le XVIII^e siècle l'inspiration de tous les discours racistes en Europe.

chaque culture a développé son propre système immunitaire symbolique. Ce qui menait à cette situation paradoxale que pour assurer sa propre protection immunitaire il fallait nuire au système immunitaire des autres. Même le phénomène de la domination de l'homme par l'homme peut être réinterprété dans une terminologie politico-immunitaire. L'avantage immunitaire des uns incluait automatiquement le désavantage des autres.

Ce qui nous conduit tout droit à l'idée

de la co-immunauté, de l'interdépendance. Le concept de co-immunauté implique l'impératif de la survie commune. Nous ne pouvons pas construire la survie des uns sur la disparition des autres, ce qui a été depuis le XVIII^e siècle l'inspiration de tous les discours racistes en Europe. Les penseurs des contre-Lumières ont bien vu que l'éthique universaliste entraine dans une situation critique et ont forgé la doctrine de l'égoïsme sacré des collectivités préférées. L'antiracisme officiel de nos discours politiques après la Seconde Guerre mondiale semble montrer que le message a été reçu.

Mais il faut se méfier, il existe toujours un racisme muet, l'idée que l'on peut mieux survivre en abandonnant les autres : pour la conscience quotidienne, les concepts ethniques et familialistes sont encore très présents. Nous n'avons pas encore compris qu'il faut survivre avec l'étranger.

L'unité de survie est aujourd'hui la survie commune. De là le nouvel impératif catégorique. «Comporte-toi toujours de telle façon que la maxime de ton comportement reste compatible avec la croissance de l'improbabilité des formes de vie futures».

(1) La notion d'interdépendance a été clairement mise en avant par la Déclaration d'interdépendance du Collegium, qu'on peut consulter sur son site <http://www.collegium-international.org>

L'avenir est à la bio-économie

Par **RENÉ PASSET** Economiste, ancien président du conseil scientifique d'Attac

En 2050, le monde comptera environ 9 milliards d'habitants, aspirant tous, légitimement, aux niveaux de vie des peuples des pays industrialisés. La généralisation des standards de vie européens ou états-uniens actuels exigerait une quantité de ressources représentant 4 à 7 fois celles de notre planète.

Alors que toute la rationalité économique reposait sur la convention d'une nature avare

Dans un monde évolutif, on ne surmonte les difficultés que par un effort considérable de recherche, d'investissement et d'innovation...

de ses fruits mais elle-même inépuisable, l'humanité se trouve confrontée aux conditions strictement inverses de la destruction de ses ressources naturelles par des productions excessives.

En conséquence, d'un point de vue global, le «plus» de productions finales cesse d'être nécessairement le «mieux» et la question du «pourquoi?» – c'est-à-dire des finalités, des valeurs et de l'éthique – devient incontournable pour l'économie ; celle-ci se heurte à sa vraie nature d'activité transformatrice de ressources et d'énergies «réelles» dont elle doit respecter les mécanismes de reproduction à très long terme ; le paradigme qui s'impose n'est plus celui de la mécanique, mais celui de la biologie et des systèmes complexes assurant la survie évolutive de l'humanité à travers celle de la biosphère à laquelle elle ap-

partient. «Il n'est désormais d'économie viable qu'une bioéconomie ouverte aux lois de la nature». Beaucoup de temps a été perdu. Un rapport récent du programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) estime qu'une croissance mondiale compatible avec un retour aux consommations de ressources de l'année 2000 exigerait une division par trois de ces dernières pour les pays industrialisés et une stabilisation pour les autres. La quantité de contraintes à mettre en œuvre pour cela fait apparaître cette hypothèse comme difficilement réalisable. En revanche,

le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) entrevoit la perspective d'un accroissement spectaculaire de la part des énergies renouvelables (proche de 80%) dans la consommation énergétique totale du monde. Tous les experts soulignent l'ampleur des efforts à effectuer.

Ni les politiques simplement défensives et restrictives ni des calculs d'apothicaire, ajustant à la marge les coûts et avantages des politiques environnementales, ne suffiront à régler le problème.

Dans un monde évolutif, on ne surmonte les difficultés que par dépassement. C'est à un effort considérable de recherche, d'investissement et d'innovation – à la fois technologique, économique et sociale – que doit être donnée la priorité : «La clé, déclare l'un des auteurs du rapport du Pnud, c'est l'innovation.» Il nous faut inventer un autre monde.

Lire également les textes d'Edgar Morin et de Michel Rocard sur le site : <http://www.collegium-international.org>